



Communiqué sur l'exercice illégal d'activités bancaires offshores

La Banque Centrale des Comores informe toutes les Banques Centrales, toutes les Institutions et Organismes Internationaux, du développement illégal d'offices non bancaires se prévalant de détenir une licence les autorisant à exercer une activité off-shore de banques, de sociétés financières et autres, délivrée par l'Ile d'Anjouan et l'Ile de Mohéli.

La Banque Centrale des Comores rappelle que :

- Toutes les questions concernant les institutions financières sont de la compétence du Gouvernement de l'Union des Comores et non de celui des Iles (Constitution révisée de l'Union des Comores et la Loi bancaire n°13-003/AU du 12 juin 2013),
- Aucun agrément n'a été à ce jour délivré par la Banque Centrale des Comores pour l'exercice d'activités bancaires et/ou financière off-shore rattaché d'une manière ou d'une autre à l'une des Iles constituant l'Union des Comores,
- **Les seules institutions financières bénéficiant d'un agrément délivré par la Banque Centrale des Comores au 23 mai 2019 sont :**
 - o La BIC-Comores (Banque pour l'Industrie et le Commerce-Comores),
 - o La BDC (Banque de Développement des Comores),
 - o La SNPSF (Société Nationale des Postes et des Services Financiers)
 - o L'EXIM Bank-Comores,
 - o La BFC (Banque Fédérale du Commerce),
 - o L'Union des MECK et les Institutions de Micro finance affiliées (Mutuelles d'Epargne et de Crédit – KOMOR),
 - o L'Union régionale des SANDUK d'Anjouan et les Institutions de Micro finance affiliées,
 - o L'Union régionale des SANDUK de Mohéli et les institutions de microfinance affiliées,
 - o L'Union régionale des SANDUK de Grande Comore et les institutions de microfinance affiliées,
 - o MCTV-SA (La Maison Comorienne des Transferts et de Valeurs),
 - o La société Comores Assistance International (CASI-SA)
 - o La société TELCO-Money
- Les sites Internet utilisant le nom d'Anjouan tels que <http://www.anjouancorporateservices.com/index.php/pages/index/home>, <http://mwaliregistrar.com/list-of-entities>, <https://transferwise.com/fr/swift-codes/ITFNKMK1XXX>, domiciliés abusivement à Anjouan ou à Mohéli et proposant la délivrance de licences d'institutions financières contreviennent à la réglementation bancaire de l'Union des Comores.

La Banque Centrale des Comores, soucieuse de préserver l'intégrité et la crédibilité du système bancaire et financier de l'Union des Comores, va renouveler sa demande pour une procédure

judiciaire auprès du Tribunal de Moroni (Comores) et la transmission d'une Commission rogatoire internationale pour procéder à l'audition des créateurs et/ou propriétaires de ces sites.

La Banque Centrale des Comores fait appel à la solidarité financière internationale et invite toutes les Banques Centrales, toutes les Institutions et tous les Organismes Internationaux à redoubler de vigilance quant aux informations, aux opérations et aux services proposés par ces officines, banques, sociétés financières ou établissements financiers off-shore, déclarant exercer leurs activités à partir de l'Union des Comores, et plus particulièrement de l'Ile d'Anjouan et l'île de Mohéli.

La Banque Centrale des Comores demande expressément à chacun des membres de la Communauté financière internationale, de lui communiquer tous les renseignements, informations et tentatives d'opérations dont il pourrait avoir connaissance, pour l'aider à lutter contre le développement de ces activités illégales.

Pour tous renseignements, veuillez contacter le Directeur de la Supervision Bancaire et de la Réglementation à la Banque Centrale des Comores : B.P. 405 Moroni - Téléphone : (+269) 773 18 14 ; fax : (+269) 773 03 49 ; e-mail : supervision.bancaire@banque-comores.km.

Moroni, le 23 mai 2019

Le Gouverneur

Dr. YOUNOUSSA Imani

